

[Text]

There's one question that's not yet been answered for me, as I recall. How much money does that 3% fee provide for the government? What are we talking about? I've made some calculations and I'm not totally confident of my calculations, but I've done the best that I could. I thought I'd come up with a figure of some \$20 million dollars. How close am I?

Ms Meloshe: You're very close. Just by way of background, the fee was introduced as a result of decisions that were taken in 1989 by the expenditure review committee of cabinet, and it was part of a number of measures that were introduced at that time to reduce government spending. The expectation at the time was that the fee would yield revenues of approximately \$18 million a year. Indeed, in the first year that it was implemented, 1991-92, the revenues produced were about \$23.4 million, as at the end of our student loan year, which ended in July 1992.

Mr. Duhamel: Thank you. I'd like to know as well the amount of revenue that will be forthcoming to the government as a result of this additional six months of interest that would be paid by the students if this legislation were to go through.

Mr. Ted Roseman (Officer, Federal-Provincial Relations and Social Policy Branch, Department of Finance): We tend to look at the amount over a five-year period. Our calculations show that the amount would be similar over that five-year period. The amount from eliminating the six-month interest subsidy will be a shade more than what we yield from the six-month interest subsidy.

Mr. Duhamel: I'm at some disadvantage here again because I've attempted to come up with a figure using the overall student loans amounts and doing my own calculations. I've come up to a figure of roughly \$30 million. While I understand that you often focus primarily upon five-year projections, I'm somewhat surprised that you would not have year-by-year projections. If they are available, I would very much like to know what they are.

Ms Meloshe: May I just comment on that, Mr. Duhamel. Your calculations are very close to what our projection was. Our expectation is that when the elimination is fully implemented, it would yield between \$30 million and \$35 million in savings.

That was the projection at the time the Minister of Finance delivered his budget. However, in looking at how that fee would be practically implemented—indeed that's one of the issues to be addressed in the context of the legislative amendments—we made provisions that provide recognition for the fact that students who are already in school and who already have loans would have a vested right to that subsidy on those loans at the time that they go into repayment. I'm talking about loans made prior to August 1, 1993, if that's the effective date that the subsidy is eliminated.

• 0945

[Translation]

J'aimerais vous poser une autre question qui est restée sans réponse. Ces frais de 3 p. 100 rapportent quelle somme d'argent au gouvernement? De quel montant approximatif s'agit-il? J'ai moi-même fait des calculs dont je ne suis pas entièrement certain, mais j'ai fait de mon mieux. Je suis arrivé à un chiffre d'environ 20 millions de dollars. Est-ce à peu près cela?

Mme Meloshe: Presque. Ces frais ont été imposés par suite d'une décision prise en 1989 par le Comité de révision des dépenses du Cabinet. C'est l'une des mesures qu'on avait prises à l'époque pour réduire les dépenses du gouvernement. On s'attendait alors que ces frais rapporteraient environ 18 millions de dollars par année. D'ailleurs, la première année, en 1991-1992, ils ont rapporté quelque 23,4 millions de dollars, comme l'indiquent nos données pour cette année qui s'est terminée en juillet 1992.

M. Duhamel: Merci. J'aimerais également savoir ce que le gouvernement retirera du paiement d'intérêts, par les étudiants, pendant une période additionnelle de six mois, comme le prévoit ce projet de loi.

M. Ted Roseman (agent, Direction des relations fédérales-provinciales et de la politique sociale, ministère des Finances): A cet égard, nous faisons plutôt des estimations quinquennales. D'après nos calculs, le montant serait le même pour une période de cinq ans. L'élimination de la période d'exemption d'intérêts de six mois rapportera davantage que la subvention des intérêts pendant six mois.

M. Duhamel: Encore une fois, je suis un peu désavantage puisque j'ai tenté de déterminer ces chiffres moi-même à partir du montant total de prêts aux étudiants. J'ai calculé qu'il s'agirait d'environ 30 millions de dollars. Je comprends que vous faites surtout des projections quinquennales, mais je suis étonné que vous n'ayez pas de chiffres pour chaque année. Si ces données sont disponibles, j'aimerais beaucoup les connaître.

Mme Meloshe: J'aimerais faire une remarque à ce sujet, monsieur Duhamel. Vos calculs sont très proches de nos projections. Nous estimons que l'élimination de la période d'exemption, lorsqu'elle s'appliquera à tous les prêts aux étudiants, entraînera des économies de 30 à 35 millions de dollars.

C'est ce que nous avions projeté lorsque le ministre des Finances a déposé son budget. Cependant, lorsque nous avons examiné les différentes façons d'imposer ces frais—c'est d'ailleurs une des questions que l'on tente de régler avec ces modifications législatives—nous avons jugé que les étudiants qui fréquentent déjà l'école et qui ont déjà obtenu un prêt auraient un droit acquis à cette subvention lorsqu'il leur faudrait rembourser le prêt. Il s'agit des prêts qui ont été accordés avant le 1^{er} août 1993, si la subvention est éliminée à cette date.

Nous avons prévu que l'élimination de l'exemption se fera graduellement, sur plusieurs années. La première année, les économies seraient de l'ordre de 10 millions de dollars. Il faudrait ensuite quatre ou cinq ans pour atteindre l'objectif de 35 millions de dollars.